- De l'héritage…

Sans doute, Fabrice, *presque sans caricaturer, tout le monde est pour réduire les inégalités*. Presque sans caricaturer, tout le monde est aussi pour la liberté, pour le plein emploi et la santé à portée de tous, pour la paix tant intérieure qu'extérieure, pour le respect de la nature autant que du patrimoine culturel et – en un mot comme en cent – pour le bonheur universel… La preuve ? Est-ce que *tu connais beaucoup de gens* (je ne fais là que reprendre ton raisonnement) *qui militent* pour l'augmentation du mal-être, le chômage endémique et les conflits généralisés ?
Sans la perverse ambiguïté des mots nous vivrions depuis longtemps au paradis.
Reste que l'ambiguïté des mots demeure.

Le libéral que tu es et le marxiste que je suis* partageons certes le même sentiment d'*injustice criante* devant les inégalités patrimoniales, et la même volonté (le même souhait, le même rêve, la même exigence…) de les réduire autant que faire se peut. Ce qui m'enchante, je le répète, et que je trouve d'autant plus courageux de ta part qu'un tel programme ne recueillerait même pas aujourd'hui les 25% de suffrages que tu accordes à la gauche et qui te l'ont fait déserter…Nos différences de vues sur le sujet, tel que nous l'avons jusqu'ici scrupuleusement limité (j'y insiste) aux inégalités patrimoniales, tiendraient juste, je te cite, « à l'ampleur et à la vitesse » de cette réduction - bref, à t'entendre, pas de quoi s'y attarder outre mesure…
Mesurons de plus près, cependant…
La vitesse ?... De quelle vitesse parles-tu ? Ni toi ni moi ne sommes pressés. Et quand bien même le serions-nous, comment - en démocratie - irions-nous plus vite que l'opinion commune - laquelle évolue lentement on l'a dit… Il n'y a guère que certains politiques à croire en l'urgence de leurs très libérales réformes au point de vouloir les faire passer à coups de décrets, toutes affaires cessantes, pendant les vacances de ladite opinion…
Reste l'*ampleur*…
Ce que tu appelles *la doctrine libérale en cours* (j'aime assez, soit dit en passant, ce terme de *doctrine* qui rappelle opportunément à ceux qui en douteraient encore que le marxisme n'a pas le monopole du dogmatisme…), celle en tout cas à laquelle tu sembles adhérer, préconise, si j'ai bien compris, un taux d'imposition sur les successions de 40% destiné à résorber mathématiquement les héritages en moins de trois générations. D'accord ?
Passons pour l'instant, même si tu t'honores de la signaler, sur la difficulté de faire coïncider la loi démocratique et la doctrine. Passons aussi sur celle, majeure, d'interdire les fuites de capitaux vers les édens les plus propices tant que les politiques fiscales ne se sont pas mondialement harmonisées. Passons enfin, dans la foulée, sur les différentes formes de contournement de la règle dont aucun régime, fût-il mondial, ne saurait priver sa classe dominante : la meilleure des lois engendrera toujours le malin plaisir de la transgresser…
Ce qui fait problème, en revanche, tant de ta part que de la doctrine, c'est d'abord cette étrange obstination à prévoir des limites chiffrées à la réduction de l'inégalité qu'on affirme vouloir résorber. Y aurait-il un seuil à l'injustice au-delà duquel elle cesserait d'en être une ? Et par la vertu de quelle impérative nécessité le *Mal* qu'on s'emploie à combattre s'avèrerait-il soudain, passé le seuil, un *Bien* qu'il convient à toutes forces de sauvegarder ?
Et puis il y a l'évaluation même des limites. Ce taux de 40%, déjà bien incapable chez nous d'ébranler le moins du monde la hiérarchie des fortunes... Et ce magique chiffre 3, aussi symboliquement mystique qu'a priori arbitraire. Quel dieu économiste tutélaire a bien pu décider, et sur quels critères, qu'il convenait d'étaler la dette patrimoniale précisément sur

trois générations ? Sept lui aurait-il paru trop biblique ? Deux, trop *disruptif* ? Quatre, pas assez ?
Sans compter qu'un taux de 100% applicable dès la première succession aux seules tranches supérieures desdites fortunes, si *disruptif* dût-il paraître, serait encore loin, très loin, de laisser aucun héritier sur la paille…
Mais réfléchissons.
Mettons-nous un instant, comme tu nous y convies, dans la peau de l'un d'eux, et appelons-le Baby-Bouygues pour qu'il n'ait pas l'air d'un pur esprit. Imaginons-le à l'écoute des trois rois mages qui veillent sur son berceau : Usus, Fructus et Abusus…
La *belle liberté* promise par ce dernier de *détruire pour reconstruire ailleurs*, je m'égare ou ne serait-ce pas ce que les méchantes langues appellent l'*investissement spéculatif* ? plutôt tourné vers des secteurs d'avenir présumés lucratifs que vers les entreprises en perdition qui en auraient le plus besoin ou vers celles qui risquent seulement de rapporter peu…
S'il n'est pas un gland en affaires, et s'il ne dilapide pas par ailleurs Usus et Fructus en débauches pharaoniques ou en oeuvres caritatives, Baby-B aura-t-il vraiment besoin des quarante ans de sa vie dite active pour récupérer, au taux moyen de l'intérêt, les 40% d'impôts qui ont amputé la fraction sommitale de son héritage ?
Serais-je dès lors aveuglé par le chiffre 3 au point de faire un procès d'intention à la doctrine des trois générations en constatant qu'elle aurait ainsi un triple effet :
1) témoigner auprès des moralistes et des envieux que le vrai libéralisme lutte bien bec et ongles contre l'injustice criante des inégalités patrimoniales,
2) offrir cependant à Baby-B et à sa postérité un délai largement suffisant pour *se refaire* au jeu des placements sans s'épuiser à la tâche - n'en déplaise aux envieux et aux moralistes,
3) évincer ce faisant du *club* (tant les vrais libéraux ont de scrupules à parler de *classe dominante* à propos d'un si petit nombre d'individus) les trois catégories les moins douées pour le profit qui risqueraient d'y faire tache : les flambeurs, les philanthropes compulsifs et les glands...

Ferais-je preuve de machiavélisme en soupçonnant que la flèche de ta métaphore atteindra d'autant moins son but qu'elle vise manifestement à ne jamais l'atteindre ?...

Récapitulons, sans caricaturer :
Les vrais libéraux, ceux qui *ne défendent pas les intérêts de la classe dominante*, sont décidés comme tout le monde (ou presque) à réduire les inégalités. C'est tellement évident qu'il n'est même pas besoin de le dire.
Par réalisme, et parce qu'ils ne sauraient prétendre qu'à l'*atteignable*, c'est non moins évidemment *l'égalité des chances* qu'ils préconisent, de préférence à toutes les autres formes d'égalités.
Comme l'égalité des chances présuppose néanmoins celle des patrimoines à la naissance, il conviendra d'abord d'atteindre celle-ci au plus vite sans toutefois brusquer le contribuable.
D'où un ingénieux système d'impôts destiné à régler le problème en cent ans.
Cent ans au terme desquels, rien (ou presque) n'ayant changé dans la hiérarchie des fortunes, on n'aura fait que préserver ce que les vrais marxistes appelaient jadis *les intérêts de la classe dominante*…
On est toujours d'accord ?
Il n'y a plus de malentendus ?
On peut passer aux revenus du travail ?

…/…

* Il n’y a évidemment pas plus d’orthodoxie en matière de marxisme qu’en matière de libéralisme, mais je serai toujours classé comme tel. Alors pourquoi pas ?...